

Je prie la députation de bien noter la portée de cette accusation. Elle vise le gouvernement fédéral, non seulement moi personnellement, mais tout le régime. Les honorables membres de la Chambre ne sont pas sans savoir les nombreuses attaques auxquelles j'ai été en butte en ma qualité de chef du gouvernement, mais il s'agit en l'occurrence du gouvernement d'Ottawa et l'on nous blâme d'avoir si peu fait pour la poursuite de la guerre, et l'on va même jusqu'à dire que cette critique, ou cette censure—peu importe le terme—est formulée au nom du peuple canadien parce qu'il s'agit "de poursuivre la guerre avec l'énergie que la population du Canada attend de lui".

Est-il besoin de dire à la Chambre que, depuis la déclaration de guerre et depuis que le Parlement a décidé—avec l'unanimité que l'on sait—que le Canada y prendrait part, mes collègues et moi nous n'avons épargné ni notre temps ni nos forces, et de la manière la plus assidue, pour servir les intérêts de la nation et poursuivre notre effort de guerre, et cela sans viser aux coups de théâtre. Nous avons trop le sens de nos responsabilités. Mais, résolument chaque jour, nous avons apporté toute la réflexion possible aux mesures à prendre, et nous avons vu à ce qu'elles fussent prises de manière à mériter l'approbation du peuple canadien et, en ce qui concerne la guerre, à accomplir le plus efficacement possible l'effort de guerre canadien. Je croyais, et j'en suis même convaincu, que notre peuple approuve la manière dont le gouvernement s'y est pris tant pour atteindre ce but que pour s'acquitter de sa tâche. Le fait que la presse s'unit en quelque sorte dans un concert de louanges pour souhaiter que le régime actuel garde les rênes du pouvoir constitue la meilleure preuve que les journaux du pays, appliqués à façonner l'opinion publique et sachant en évaluer les courants, croient que le peuple approuve notre gouvernement sans réserve.

Cependant, ce n'est pas tout. On aurait même pu ne tenir aucun compte de cette motion si l'on pouvait fermer les yeux sur son objet évident. Elle a été adoptée dans le but d'inaugurer une campagne politique pendant la session du Parlement fédéral, pour profiter du fait que mes collègues et moi-même serions obligés de consacrer, durant ce temps-là, toute notre attention aux travaux des Chambres ainsi qu'à la conduite de la guerre et à la solution des problèmes qu'elle suscite, tandis que d'autres messieurs allaient être libres de critiquer nos efforts, de présenter sous un faux jour tout ce que nous avons accompli, tout ce qui, à leurs yeux, peut sembler inachevé. En d'autres termes, nous devons continuer d'assumer la

grave responsabilité de faire notre devoir touchant les efforts du Canada relativement à la guerre, et, en même temps, prendre une très sérieuse responsabilité—non pas aussi importante que l'autre, mais la très sérieuse responsabilité—de rencontrer le Parlement tous les jours et d'essayer de diriger les discussions ici en tenant compte des événements d'Europe. Nous devons également faire attention à ce que l'on dit et ce que l'on fait, tout en étant en butte à cette campagne électorale des adversaires politiques de notre administration.

Quel est déjà le cri de ralliement? Après l'adoption de cette motion, le leader du parti conservateur de l'Ontario dit à une assemblée politique, et, par l'intermédiaire de cette assemblée, à la province, et, par le canal de la province, à tout le pays, qu'il faut tenir les élections sur-le-champ, avec le cri de ralliement: "King doit s'en aller". Je suis prêt à accepter ce cri de ralliement, s'il veut ajouter les mots "au peuple". Toutefois, je le demande aux honorables députés, comment peut-on compter que je fasse ce que le pays attend de moi comme chef du Gouvernement en temps de guerre si ma pensée doit être constamment occupée par les animosités d'adversaires politiques qui cherchent à entraver tous les efforts que j'apporte à la direction des affaires du pays.

J'avais pensé que ceux qui ont la moindre notion du devoir public, auraient au moins attendu la réunion de la Chambre et l'expression de ses vues avant de donner trop libre cours à leur animosité politique. Il est cependant évident qu'une campagne politique est commencée. Dans ces conditions, je demande aux honorables députés s'il est sage de faire une campagne politique dans le pays et une campagne politique dans notre Parlement—deux campagnes à la fois—pendant que nous sommes en guerre.

Dans le monde entier, je crois, les gens sauront interpréter ce qui pourra se dire sur les tréteaux politiques et ils seront prêts à faire la part des exagérations. Ils comprendront que des adversaires politiques puissent s'exprimer comme peuvent le faire les gens exempts de la responsabilité qui incombe aux membres de cette Chambre; mais laisser introduire ces discussions dans les débats de cette Chambre est une chose bien différente et la chose se produirait inévitablement une fois la campagne lancée.

Puis-je ajouter que nous avons des raisons majeures—raisons exposées d'ailleurs dans le discours du trône—de croire que l'intérêt public, l'intérêt du pays et l'intérêt des pays alliés exigent que, si nous devons avoir des élections générales, comme la chose est aujourd'hui absolument évidente, ces élections aient lieu le plus tôt possible.